



## Revue internationale d'éducation de Sèvres

36 | septembre 2004  
École et religion

---

# La religion dans une pédagogie interculturelle

Le cas du Liban

*Religion in intercultural education — Lebanon*

*La religión en una pedagogía intercultural – El caso del Líbano*

**Antoine Messarra**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1503>

DOI : 10.4000/ries.1503

ISSN : 2261-4265

### Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 101-110

ISBN : 978-2-85420-561-8

ISSN : 1254-4590

### Référence électronique

Antoine Messarra, « La religion dans une pédagogie interculturelle », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 36 | septembre 2004, mis en ligne le 21 novembre 2011, consulté le 20 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1503> ; DOI : 10.4000/ries.1503

---

# La religion dans une pédagogie interculturelle

## *Le cas du Liban*

Antoine Messarra

Dans un pays de dix-huit communautés religieuses officiellement reconnues et qui jouit de traditions séculaires de conflit et de consensus, il n'y eut jamais une « querelle autour de l'école » en matière de laïcité scolaire, d'enseignement religieux à l'école ou de place scolaire de la religion. Il y eut des moments hautement polémiques et conflictuels mais le débat a souvent été vite circonscrit à sa dimension éducative. Il n'en découle pas moins que la problématique de la religion à l'école est centrale au Liban en vue de la consolidation de la paix civile à travers une connaissance mutuelle, authentique et sans stéréotypes des religions et, plus généralement, de la contribution des religions à une culture de paix.

### UN CADRE CONSTITUTIONNEL ORIGINAL

Le principe de convivialité, avec ce qu'il implique comme altérité, ouverture, reconnaissance mutuelle, estime réciproque et foi dans l'aptitude des religions à pacifier les relations humaines a, au Liban, une valeur non seulement historique, culturelle et œcuménique mais, en premier lieu, constitutionnelle. Les deux articles 9 et 10 de la Constitution libanaise, qui perpétuent une tradition constante dans l'histoire du Liban, impliquent un contenu pédagogique. « La liberté de conscience est absolue. En rendant hommage au Très-Haut, l'État respecte toutes les confessions et en garantit et protège le libre exercice à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public. Il garantit également aux populations, à quelque rite qu'elles appartiennent, le *respect* de leur statut personnel et de leurs intérêts religieux. » (Article 9). « L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et qu'il ne touche pas à la *dignité* des confessions. Il ne sera porté aucune atteinte au droit des communautés d'avoir leurs écoles, sous réserve des prescriptions générales sur l'instruction publique édictées par l'État. » (Article 10).

L'article 19 de la Constitution libanaise (loi constitutionnelle du 21/9/1990) reconnaît le droit de saisine du Conseil constitutionnel « aux chefs spirituels des communautés reconnues par la loi en ce qui concerne exclusivement le statut personnel, la liberté de conscience, l'exercice du culte, la liberté de l'instruction religieuse ».

Si le « respect » de toutes les confessions et de leur « dignité » s'impose à l'État, il s'impose encore davantage aux individus et aux groupes. L'article 10 subordonne « la liberté de l'enseignement » au respect de la « dignité des confessions ». Respecter va au-delà de la connaissance mutuelle et de la reconnaissance des différences. C'est traiter quelqu'un ou quelque chose avec égard et déférence. Quant à la dignité, elle implique un respect résultant d'un mérite et d'une valeur reconnue. Une pédagogie interculturelle dans un monde où le religieux est omniprésent implique une recherche renouvelée sur la traduction didactique de l'exigence de respect qui, au Liban, a une valeur constitutionnelle.

## **Le débat sur l'enseignement religieux**

Le débat sur l'enseignement religieux a passé sur le plan institutionnel par quatre grandes étapes.

### **Un horaire pour tous dans le cursus scolaire**

Les programmes scolaires officiels, tant pour les écoles privées que pour les écoles officielles, ont toujours prévu l'affectation d'un horaire hebdomadaire pour l'enseignement religieux, en laissant aux instances religieuses la pleine liberté d'en déterminer le contenu et l'organisation. Avec l'amendement des programmes en 1968 et 1971, l'enseignement religieux a été introduit à raison d'une heure hebdomadaire en tant que matière obligatoire dans les écoles et dans tous les cycles d'enseignement, le contenu étant déterminé librement par les instances religieuses, « enseignement assuré par les instances religieuses concernées ». En 1995, le Centre de recherche et de développement pédagogique (CRDP), qui relève du ministère de l'Éducation, a formé une commission conjointe islamo-chrétienne pour l'élaboration d'un manuel commun islamo-chrétien. Une proposition a été élaborée en vertu de laquelle une heure hebdomadaire serait consacrée à l'enseignement religieux, chrétien ou musulman, pour les cycles primaire et moyen mais, au cycle secondaire, il y aurait une heure hebdomadaire conjointe d'enseignement religieux sur la base d'un manuel commun islamo-chrétien. Suite à l'échec de cette tentative, un projet de décret a été élaboré prévoyant un manuel distinct pour les chrétiens et un autre pour les musulmans, à condition que, au cycle secondaire, un complément sur l'islam soit joint au manuel chrétien, et un complément sur le christianisme soit joint au manuel musulman. Des démarches ont été entreprises au plus haut niveau, mais sans résultat, en vue de l'inscription du projet à l'ordre du jour du Conseil des ministres.

### **Suppression de l'enseignement religieux dans les écoles officielles en 1997**

Dans le cadre du Plan de rénovation pédagogique, le gouvernement a décidé la suppression de l'enseignement religieux dans les écoles officielles, par le décret n° 10.227 du 8/5/1997, en laissant aux écoles communautaires et aux écoles privées en

général la pleine liberté<sup>1</sup>. Le décret a suscité une forte opposition des représentants de toutes les communautés, surtout des communautés musulmanes et particulièrement de la communauté sunnite. En vertu de cette décision, il ne devait plus y avoir d'enseignement religieux dans le cursus scolaire. Les écoles officielles gardaient la liberté d'assurer un enseignement religieux au sein de l'école mais en fin de semaine et exclusivement pour ceux qui le souhaitent. Le ministère exprimait le souhait qu'il y ait un manuel commun pour les chrétiens et les musulmans. Une commission conjointe islamo-chrétienne a réclamé la révision du projet gouvernemental. Le ministère de l'Éducation y a souscrit sous condition que toutes les communautés chrétiennes adoptent un manuel commun pour l'enseignement religieux chrétien et que les musulmans fassent de même. Toutes les communautés chrétiennes œuvraient déjà dans cette perspective. Les communautés musulmanes (sunnite et chiite) et la communauté druze n'avaient pas autant progressé sur cette voie.

### Rétablissement conditionnel en 1999

Suite à une forte opposition, la décision a été abrogée et le décret n° 1847 du 6/12/1999 a rétabli l'affectation d'un horaire pour l'enseignement religieux. Cependant, par sa décision n° 5 du 10/11/1999, le conseil des ministres avait limité l'enseignement de la religion, à compter de l'année scolaire 2000-2001, au manuel en préparation au Centre de recherche et de développement pédagogique à l'exclusion de tout autre manuel. Il s'agit « d'un manuel unique pour les chrétiens et d'un manuel unique pour les musulmans, à condition que chacun, et pour chaque classe du cycle primaire contienne un complément qui fait connaître l'autre religion ». Pour le cycle secondaire, il y aura un manuel unique pour les chrétiens et les musulmans qui contient, en plus des matières relatives aux deux religions, un tronc commun sur les valeurs partagées (*al-qiya al-mushtaraka*) par les deux religions. Une commission de douze membres a été formée au CRDP (décision du CRDP n° 180 du 12/3/2001) pour l'élaboration des manuels. Cette commission a sollicité un délai de trois ans au cours duquel les communautés chrétiennes s'efforceront de concevoir un manuel chrétien unifié, ainsi que les communautés musulmanes<sup>2</sup>.

### Un *statu quo* depuis 2000 avant un changement envisagé

Une circulaire du ministre de l'Éducation, M. Jean Obeid, demande aux écoles officielles de poursuivre le *statu quo* en ce qui concerne l'enseignement religieux dans les écoles<sup>3</sup>. En quoi consiste ce *statu quo*? Une heure

1. Décret 10.227 du 8 mai 1997 : *Manâhij al-ta'lim al-â'm wa-ahdâfuha* (Les programmes d'enseignement général et leurs objectifs), Beyrouth, Centre de recherche et de développement pédagogique, 1997, 832 p.

2. Ugarit Yunan (dir.), *al-Ta'lim al-dînî al-ilzâmî fî Lubnan* (L'enseignement religieux obligatoire au Liban), actes du séminaire organisé par le Mouvement des droits du peuple, Beyrouth, 2000, 280 p.

3. Le Conseil des ministres décide le rétablissement de l'instruction religieuse dans les écoles officielles, *an-Nahar*, 12 nov. 1999.

Lettre du ministre de l'Éducation, M. Jean Obeid, au Conseil des ministres, *an-Nahar*, 17 sept. 1998, reproduite ap. A. Messarra (dir.), *Observatoire de la démocratie au Liban*, Beyrouth, Fondation Moghaizel en coopération avec l'Union européenne, Librairie Orientale, 2000, pp. 235-238.

d'enseignement religieux est prévue dans l'horaire scolaire. L'administration scolaire ne peut s'y opposer. Les comités de parents n'ont jamais formulé d'opposition. Il arrive que des élèves se plaignent, sans effet cependant sur l'organisation générale de l'enseignement<sup>4</sup>. Dans chaque évêché, un responsable est désigné qui, en accord avec l'administration des écoles officielles de son secteur, dispense l'enseignement religieux chrétien dans le cadre de l'horaire scolaire. Ce responsable reçoit une rémunération, mensuelle ou par heure d'enseignement, de l'évêché<sup>5</sup>. La même procédure s'applique aux communautés musulmanes.

## FOI ET CONVIVIALITÉ

Catholiques, orthodoxes et protestants sont-ils d'accord pour un enseignement chrétien unifié et éventuellement un manuel commun dans les écoles privées et publiques? En 1996, une commission de huit membres a été formée sous la direction du P. Jean Corbon, en vertu d'un accord entre les patriarches catholiques et orthodoxes au Liban, pour l'élaboration d'un programme commun. Un programme a été élaboré en 1998, légèrement différent de celui adopté en 1980 par l'assemblée des patriarches et des évêques catholiques au Liban (APECL). Sept manuels ont été rédigés (mais non encore publiés) pour le cycle primaire à l'usage des écoles publiques mais les écoles privées peuvent aussi les utiliser. Les écoles privées consacrent une ou deux heures hebdomadaires à l'enseignement religieux, avec pleine liberté de choix du manuel.

Les problèmes relatifs à l'enseignement religieux au sein du cursus scolaire ou, accessoirement et de façon facultative en fin de semaine, ou le retour au *statu quo* antérieur à la mise en application du plan de rénovation pédagogique se greffent sur celui du contenu de cet enseignement dans un pays multiconmunautaire où on appréhende que l'enseignement religieux soit facteur de ségrégation entre élèves, de discrimination et de communautarisation conflictuelle. Il s'agit donc du problème des valeurs véhiculées par l'enseignement religieux. Que se passe-t-il dans les classes de religion?

Des travaux dénoncent l'enseignement privé et communautaire, qualifié de reproducteur automatique et exclusif des clivages communautaires, proposent l'intégration au moyen d'une action planifiée et unificatrice de l'État et le « mixage » des étudiants de l'Université libanaise dans un seul et même campus comme condition presque exclusive d'une convivialité harmonieuse.

Tout d'abord l'école n'est pas le véhicule exclusif des valeurs. Elle est en compétition avec la famille, le milieu, le groupe des pairs, les événements, les

4. Cf. le film documentaire de Roger Nasr, *al-Safir*, 11 déc. 2001, et l'ouvrage collectif d'Ugarit Yunan, *op.cit.*

5. Données puisées, en vue de la rédaction de notre article, dans un entretien, le 20 avril 2004, de M<sup>me</sup> Arlette Saadé Abi Nader avec Frère Ildephonse Khoury, de la Commission catholique pour la catéchèse au Liban. Cf. aussi : [cccatechese@inrab.edu.lb](mailto:cccatechese@inrab.edu.lb) / [www.catelubnan.org](http://www.catelubnan.org)

médias, etc. L'étude du rôle de l'école, de son impact sur la citoyenneté et sur la construction de l'identité et les clivages confessionnels au Liban ne peut être appréhendée exclusivement d'après des données relatives à la composition de la population scolaire, au degré de mixité intercommunautaire, à la structure du système scolaire et au contenu des programmes et des manuels d'enseignement. La grande erreur serait de déduire de la recherche sur l'organisation, la sociographie de la population scolaire et les valeurs véhiculées par les manuels que l'école induit, au Liban, dans la réalité vécue, des comportements compatibles ou incompatibles avec la tolérance, le dialogue et la convivialité. Tolérance, dialogue et convivialité par le canal de l'école sont des problèmes de comportement et donc, par essence, des problèmes qualitatifs qui exigent une observation directe et participative, à partir de témoignages vécus et de récits de vie.

La mono-appartenance communautaire du public scolaire et étudiant, bien qu'elle limite l'interaction, le débat, la connaissance de l'autre et la confrontation créatrice, n'est pas l'unique indicateur de la convivialité ni du degré de promotion d'une culture de concordance. D'autres indicateurs doivent être pris en compte, parmi lesquels, notamment, la place de l'institution dans le champ du débat culturel dans le pays, l'existence ou non de discriminations par rapport aux élèves et étudiants, les valeurs et le contenu de l'enseignement et des travaux des élèves et étudiants, professeurs et chercheurs de l'institution, les motifs à caractère académique, confessionnel ou, au contraire, convivial qui commandent les implantations géographiques et les branches et le degré d'autonomie de l'institution et du corps enseignant par rapport aux forces politiques et au jeu politique confessionnel.

Ni l'appellation de l'institution ni la composition communautaire dominante de sa population ne constituent des indicateurs exclusifs de communautarisation. À titre d'exemple, l'histoire de l'université Saint-Joseph est celle de la lutte continue pour la promotion de l'unité dans la diversité et, surtout durant les années de guerres (1975-1990), celle de l'acharnement à maintenir le campus rue de Damas et à le restaurer à plusieurs reprises, en tant que symbole de convivialité et de résistance civile. Acharnement aussi à ouvrir des branches dans diverses régions pour contrer la ségrégation confessionnelle de fait instituée à Beyrouth par les barricades. Orientation aussi de la recherche scientifique à l'université Saint-Joseph vers la reconstitution du tissu social libanais, notamment dans le cadre des recherches sur les déplacements de population et sur la réforme des programmes scolaires<sup>6</sup>.

Dans quelle mesure l'enseignement religieux dans les écoles diffuse-t-il une foi chrétienne et musulmane porteuse d'une spiritualité universaliste et conviviale plutôt qu'une mentalité confessionnelle, sectaire, exclusive et porteuse d'images altérées de l'autre ? Des témoignages – certes incomplets dans l'état

---

6. Jean Ducruet s.j., *L'Université dans la cité*, Beyrouth, Université Saint-Joseph, 1995, 314 p.

actuel de la recherche – montrent l'apport des grands centres d'enseignement communautaires du Liban à la promotion d'une culture de paix, (collèges Notre-Dame de Jamhour, Saint-Joseph d'Antoura, congrégation des Saints-Cœurs, frères des Écoles chrétiennes, Makassed, Amilié...) <sup>7</sup>. Parmi tant d'exemples, je cite celui-ci : Wassef Harakeh, avocat, chiite, membre du comité exécutif de la Fondation libanaise pour la paix civile permanente, rapporte qu'il suivait en classe de troisième les cours d'instruction religieuse chrétienne alors qu'il avait la liberté, en tant que musulman, de ne pas suivre cet enseignement. Au cours d'une leçon sur la foi, le prêtre enseignant s'arrête et demande aux élèves de la rangée droite de regarder par la fenêtre en direction de la cour de récréation, puis à la rangée gauche de faire de même. Dans la cour, un ouvrier musulman avait étendu son tapis à l'heure de midi pour réciter sa prière. Le prêtre enseignant explique alors aux élèves : « Voici la foi chrétienne ! »

L'enseignement religieux provoque-t-il discrimination et ségrégation dans les écoles ? Des témoignages concordants et des récits de vie montrent que les élèves sont davantage influencés par les discours sectaires extrascolaires des partis politiques et des politiciens.

Le P. Camille Zeidan, ancien secrétaire général de la commission épiscopale des écoles catholiques, souligne : « La formation religieuse est adaptée à chaque établissement. Dans certaines de nos écoles, il existe 90 % de non-chrétiens. Le problème est étudié en proportion avec le nombre des élèves et leur confession : là où les musulmans forment la majorité dans les classes, la formation religieuse prend une tonalité différente, notre objectif fondamental étant de former l'élève, abstraction faite de la confession dont il se réclame. » <sup>8</sup>

Le point le plus litigieux porte sur la ségrégation entre élèves : partout unis dans une même classe et pour toutes les disciplines, ils sont séparés en deux groupes lors de l'enseignement religieux. Cette séparation est accentuée dans le cas où le maître formule l'injonction aux élèves chrétiens ou musulmans de « sortir » de la classe. Moment décisif pour alimenter une image et une idéologie de la différence. Mais dans la plupart des cas, ce sont les élèves eux-mêmes qui optent, en accord avec les parents, pour le suivi ou non du cours d'instruction religieuse d'une religion qui n'est pas la leur, par curiosité, par désir de s'informer et de mieux connaître l'autre religion, ou par attachement à la méthode d'explication du professeur.

Les prises de position des autorités religieuses vont dans le sens d'une spiritualité universaliste. Sous le titre « IV. Invitation au renouveau pastoral : la

7. Bassam Tourbah, « La mission jésuite : valeurs et engagement », *L'Orient-Le Jour*, 24 fév. 2000 ; Émile Joppin, *Le Révérend Père Sarloutte* (Une belle figure de missionnaire du Levant), Préface par le Général Weygand, La Colombe, 1956, 236 p. ; Victor Hachem, *Antoura de 1657 à nos jours* (Une histoire du Liban), Antoura (Liban), 2003, 334 p. ; *Mémoire d'une école : L'Institution Saint-Anne des Sœurs de Besançon*, Beyrouth, 1998.

8. *La Revue du Liban*, 5 nov. 1994. Cf. les actes du colloque : « L'école catholique et le service de la foi », 2-4 sept. 1997, notamment l'intervention de Mgr Kyrillos Bustros : « Éclairage synodal sur l'éducation chrétienne dans une école pluriconfessionnelle ». Et témoignages : « Éducation chrétienne dans une école pluriconfessionnelle ».

catéchèse », Jean-Paul II, dans son *Exhortation apostolique* relativise le rôle de l'école : « la catéchèse doit d'abord être concrètement assurée par les parents, au sein de la famille, car ils sont les premiers éducateurs de leurs enfants. L'école tient aussi une place importante, quoique limitée ; en effet, elle ne peut assurer l'intégration du jeune dans sa tradition liturgique propre, car les élèves qui fréquentent les écoles appartiennent le plus souvent à diverses Églises particulières. La paroisse aura donc la charge d'aider et de seconder les parents dans l'enseignement religieux, de favoriser l'intégration des jeunes dans l'Église locale et d'assurer aux adultes une catéchèse adaptée ». <sup>9</sup> Sous le titre « I. Le dialogue islamo-chrétien », l'*Exhortation apostolique* s'inscrit dans la perspective de promotion de la convivialité : « les chrétiens et les musulmans au Liban doivent trouver dans le dialogue respectueux des sensibilités des personnes et des différentes communautés la voie indispensable à la convivialité et à l'édification de la société. » <sup>10</sup>

À la suite d'une forte contestation, émanant non seulement des communautés chrétiennes mais aussi de plusieurs personnalités musulmanes, le projet transmis au Parlement par le décret du 30/10/2003, en vue de l'adhésion du Liban au Pacte de l'ISESCO (*Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization*), a été retiré, texte qui stipule entre autres « la transformation de la culture islamique en pôle central de l'éducation à tous les niveaux et à tous les cycles », convention incompatible avec le pacte libanais de coexistence et avec les principes élémentaires des droits de l'homme.

## **DÉPOLITISATION DU RELIGIEUX ET CULTURE RELIGIEUSE À TRAVERS L'ÉDUCATION**

Les options libanaises sont à la fois simples, complexes et pragmatiques, fruit d'une longue maturation historique qu'il est dangereux et fort coûteux de heurter ou de bouleverser. Elles se résument en trois points.

### **Promouvoir une culture religieuse**

Le désir libanais de vivre ensemble ne s'est jamais effacé, malgré les années de guerre, dans une société où les différentes communautés se définissent par des paramètres religieux et où il est particulièrement important qu'elles arrivent à se situer les unes par rapport aux autres sur le plan des croyances, des pratiques et des valeurs spirituelles profondes et partagées.

9. Jean-Paul II, *Exhortation apostolique post-synodale, Une espérance nouvelle pour le Liban*, Libreria Editrice Vaticana, 10 mai 1997, 180 p., n°s 71, 72. En italique dans le texte.

10. *Ibid.*, n° 90. Dans une perspective musulmane : Dar al-Maqâsid al-islâmiyya, *Lubnân wa-l-tarbiya al-islâmiyya* (Le Liban et l'éducation islamique), Beyrouth, 5 vol., 1981.



Laïcité de combat ? De neutralité ? D'ouverture ? Le Liban opte délibérément pour une laïcité d'ouverture en reconnaissant la place et la pleine légitimité du fait religieux en société, fait fondateur en quelque sorte de l'entité nationale libanaise.

Cette perspective n'est pas sans intérêt aujourd'hui au niveau international. Alors que des religions en mutation sont omniprésentes en politique et que des pouvoirs publics et des associations s'inquiètent du phénomène des nouveaux mouvements religieux, l'éducation, dans nombre de pays continue à exclure les religions de l'opération éducative ou à les circonscrire dans des cours religieux spéciaux ou dans l'histoire ancienne en les ignorant délibérément dans les cours d'histoire, de littérature générale et de formation morale et civique. La pédagogie répond alors par le vide à un profond problème de société. La résurgence du religieux, les nouveaux mouvements religieux, les sectes et les intégrismes ne peuvent que remettre en question sur le plan pédagogique – et il s'agit ici de la pédagogie dite profane – l'idée d'une laïcité qui ne s'occupe pas de religion, l'excluant de l'étude générale des civilisations pour la restreindre, le cas échéant, à la catéchèse, ou la réduire, dans des cours d'éducation civique, à un problème général de tolérance et d'intolérance inter-religieuse.

L'analyse des manuels scolaires de certains pays européens prouve qu'on peut arriver à une confrontation réaliste des différentes traditions religieuses, sans escamotage et sans jugement de valeur. Une chose est certaine : ce n'est pas en entretenant l'ignorance en matière de religion ou en répandant un enseignement complètement aseptisé que l'on arrive à développer au mieux les aptitudes au discernement, à la différenciation réaliste et à la pacification des relations.

L'exemple du Liban montre que l'ignorance de la réalité vécue, loin d'aboutir à son dépassement, entraîne son approfondissement dans la mémoire collective, faute de recul et de perception de sa dimension historique. À cause de la méconnaissance du fait communautaire dans les manuels scolaires d'histoire, des histoires confessionnelles sectorielles, et souvent légendaires, se développent dans l'inconscient libanais, alors que la relation historique et factuelle dépouille les idéologies confessionnelles de leur impact et contribue à la reconnaissance de la légitimité historique des communautés. Les syncrétismes, les globalismes intolérants et les totalitarismes ont souvent pour point de départ l'inculture religieuse<sup>11</sup>.

11. Antoine Messarra, *La religion dans une pédagogie interculturelle* (essai comparé sur le concept de laïcité en éducation et son application aux sociétés multicommunautaires), Francfort, Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung, 1988, 136 p. Et commentaire sur ce travail de Pierre Erny, *Nouvelle revue pédagogique*, 1989, pp. 106-108.

## Dépolitiser le religieux dans le débat éducatif

Le problème de l'enseignement religieux dans les écoles a suscité des débats polémiques et conflictuels surtout à partir de 1997, à la suite de la décision du Conseil des ministres de rendre cette matière facultative dans les écoles officielles et en fin de semaine, hors de l'horaire scolaire officiel, soit le dimanche pour les élèves chrétiens et le vendredi pour les élèves musulmans.

Comme le vendredi n'est pas, au Liban, jour de repos officiel, cette perspective n'a pas manqué de susciter des appréhensions quant à la relance d'une polémique sur le congé du vendredi<sup>12</sup>. On relève que quelques écoles musulmanes, contrairement à la tradition, sont restées ouvertes le jour de Noël<sup>13</sup>. Il a fallu alors rappeler l'obligation « de respecter les fêtes officielles »<sup>14</sup>.

Le débat qui a suivi la décision du Conseil des ministres montre tous les dangers de politisation (ou plutôt de récupération politique) de l'éducation. Profitant de la polémique, certains ont réclamé « l'affectation d'une salle spéciale dans chaque école pour les activités religieuses et la prière » et « la consécration d'une épreuve de religion aux examens officiels »<sup>15</sup>. Le président de la République, M. Elias Hraoui, au cours de la cérémonie du démarrage du Plan de rénovation pédagogique, a mis un terme à la polémique : « la liberté de l'enseignement ne signifie pas l'anarchie, ni que l'éducation est un luxe ou une marchandise [...] ». « Nous voulons que l'éducation contribue à propager le respect de la légalité et à assurer le triomphe de la citoyenneté sur les dissensions confessionnelles » [...]. « Il est absolument nuisible que chaque confession accapare un groupe d'élèves hors de la responsabilité de l'État et son contrôle, la responsabilité étatique étant exhaustive »<sup>16</sup>.

On comprendra alors pourquoi le retour au *statu quo* antérieur au Plan de rénovation pédagogique, fruit d'une longue maturation historique et d'une pratique à moindre coût, *statu quo* obligatoire sur le plan institutionnel mais en fait souple, facultatif et libéral pour les élèves, les parents et les institutions, avec aussi la perspective d'un manuel conjoint de culture religieuse, sécurise la plupart des instances et circonscrit la polémique conflictuelle.

12. *an-Nahar*, 11 et 13 déc. 1995. Sur la polémique du chômage du vendredi, d'oct. 1972 à fév. 1973 : Robert B. Campell, « The Friday Holiday question in Lebanon », in *Cemam* (Université Saint-Joseph), n° 1, 1972-1973, pp. 97-110.

13. *an-Nahar*, 27 déc. 1997, p. 2 et les articles de Salwa Kandil, *al-mustaqbal*, 5 août 1999 et Alwa Saada, *Al-Saffir*, 11 déc. 2001.

14. *an-Nahar*, 28 déc. 1997, p. 2 et commentaire du ministre de l'Éducation, M. Jean Obeid, sur l'enseignement religieux facultatif, *an-Nahar*, 17 sept. 1998. Une présentation documentaire du débat polémique dans la presse par Paul Morcos, ap. Antoine Messarra (dir.), *Observatoire de la démocratie... op. cit.*, pp. 239-247.

15. Communiqué de huit associations islamiques, *L'Orient-Le Jour*, 1 oct. 1998.

16. Discours du président Elias Hraoui, Palais de l'Unesco, 29 sept. 1998.

## **Contrôler le contenu de l'enseignement religieux en fonction de l'exigence constitutionnelle de « respect »**

Beaucoup de travail reste à faire au Liban, dans une région où la dérive idéologique et dogmatique est facile et tentante. Mais si les chances de traduire la synthèse libanaise islamo-chrétienne dans la pédagogie vécue sont exaltantes et réalistes, l'exigence constitutionnelle de « respect » est encore, dans nombre de situations et dans des manuels d'enseignement religieux, peu intégrée, mal comprise et doit être mieux mise en application. En outre, le dogmatisme ambiant fait croire que l'élaboration d'un manuel commun de culture religieuse qui expose avec authenticité les fondements des différentes religions, à la différence de l'instruction religieuse proprement dite avec sa composante de foi religieuse, est une opération complexe. Il faudra peut-être, dans une première étape, puiser de multiples exemples étrangers et les traduire en arabe, ce qui permettra de dépouiller le débat des endoctrinements, présupposés et polémiques endogènes<sup>17</sup>.

---

17. Cf. Dossier de culture religieuse, rédaction René Berthier – M. H. Sigaut avec une équipe de professeurs de collège du diocèse d'Autun, Ed. Alcapré-Loché, 71000 Macon, France ; Tahar Ben Jalloun, *L'islam expliqué aux enfants*, Paris, Seuil, 2002, 96 p. Et dans la même série : Jacques Duquesne, *Dieu expliqué à mes petits-enfants* ; Roger-Pol Droit, *Les religions expliquées à ma fille...*